

**PROVINCE DE QUÉBEC  
VILLE DE MONTRÉAL-OUEST**

**PROVINCE OF QUEBEC  
TOWN OF MONTREAL WEST**

**RÈGLEMENT n° 2005-002**

**BY-LAW No. 2005-002**

**RÈGLEMENT SUR LA DÉLÉGATION DE  
POUVOIRS DU CONSEIL  
AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS**

**BY-LAW TO DELEGATE POWERS TO  
OFFICERS AND EMPLOYEES  
BY THE COUNCIL**

*REFONTE ADMINISTRATIVE  
incluant les amendements portés  
par les règlements 2006-010, 2008-001, 2011-001 et 2016-021  
(5 octobre 2016)*

*ADMINISTRATIVE CONSOLIDATION  
including the amendments brought  
in By-Laws 2006-010, 2008-001, 2011-001 and 2016-021  
(October 5, 2016)*

Adopté à la séance tenue le  
22 décembre 2005

Adopted at the meeting held on  
December 22<sup>th</sup> 2005

## **VILLE DE MONTRÉAL-OUEST**

### **RÈGLEMENT SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS**

À la séance spéciale du Conseil de la Ville de Montréal-Ouest tenue au 50 avenue Westminster Sud, Montréal-Ouest, Province de Québec, le 22 décembre 2005 à 20h45.

ATTENDU la reconstitution de la Ville de Montréal-Ouest;

ATTENDU que les membres du conseil ont le pouvoir de déléguer certains des pouvoirs de ce conseil à des fonctionnaires ou à des employés de la ville;

ATTENDU qu'il y a lieu que certains pouvoirs du conseil soient délégués à des fonctionnaires ou à des employés oeuvrant au sein de l'arrondissement et ce, afin d'atteindre une plus grande efficacité administrative et d'offrir un meilleur service aux citoyens;

ATTENDU que des mécanismes de reddition de compte et des encadrements administratifs seront mis en place;

ATTENDU que le conseil a pour mandat de déterminer l'affectation de travail et les responsabilités des fonctionnaires et employés de la ville;

ATTENDU qu'avis de motion du présent règlement a été donné à une séance spéciale du conseil municipal tenue le 30 novembre 2005;

## **TOWN OF MONTREAL WEST**

### **BY-LAW TO DELEGATE POWERS TO OFFICERS AND EMPLOYEES BY THE COUNCIL**

At the special meeting of the Town of Montreal West held at 50 Westminster Avenue South, Montreal West, Province of Quebec, on December 22<sup>nd</sup> 2005 at 8:45 PM.

WHEREAS the Town of Montreal West is being reconstituted;

WHEREAS the Council may delegate certain Council powers to Town officers and employees;

WHEREAS it is advisable that certain Council powers be delegated to Town officers and employees, to improve efficiency and provide better service to residents;

WHEREAS accountability mechanisms and administrative support measures will be put in place;

WHEREAS the Council has the mandate to assign the work and determine the responsibilities of officers and employees of the Town;

WHEREAS a notice of motion of this by-law was given at a special sitting of the Municipal Council held on November 30, 2005;

CONSIDÉRANT la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) et le décret 975-2005 publié à la Gazette officielle du Québec, 2 novembre 2005, 137<sup>e</sup> année, no 44;

VU les articles 73.2, 77 et 477.2 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q. chapitre C-19);

Le Conseil décrète ce qui suit:

## CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient:

**"fonctionnaire"**: un fonctionnaire ou employé au sens de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

*(2006-010, a. 1)*

**"fonctionnaire de niveau 1"**: le Directeur général ou, en cas d'absence, d'empêchement ou de refus d'agir, ou si le poste du Directeur général est vacant, le Directeur général adjoint;

*(2008-001, a. 1)*

**"fonctionnaire de niveau 2"**: le Directeur des Travaux publics, le Directeur adjoint des Travaux publics, le Directeur des Projets spéciaux, le Directeur de la Sécurité publique, le Directeur des Loisirs et de la culture, le Greffier et le Trésorier;

*(2011-001, a. 1)*

**"fonctionnaire de niveau 3"**: le

CONSIDERING an Act respecting the exercise of certain municipal powers in certain urban agglomerations (R.S.Q., c. E-20.001) and the decree 975-2005 published in the Gazette officielle du Québec, November 2nd 2005, vol. 137, no 44;

CONSIDERING sections 73.2, 77 and 477.2 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. chapter C-19);

The Council decrees as follows:

## CHAPTER I GENERAL PROVISIONS

1. In this by-law, the following words shall mean:

**"officer"**: officer or employee within the meaning of the Cities and Towns Act (R.S.Q., chapter C-19);

*(2006-010, s. 1)*

**"level 1 officer"**: the Director General or, if the Director General is absent or unable or refuses to act or if this office is vacant, the Assistant Director General;

*(2008-001, s. 1)*

**"level 2 officer"**: the Director of Public Works, the Assistant Director of Public Works, the Director of Special Projects, the Director of Public Security, the Director of Recreation and Culture, the Town Clerk and the Treasurer;

*(2011-001, s. 1)*

**"level 3 officer"**: the Sports

Coordonnateur aux sports, le  
Coordonnateur à l'environnement,  
aux communications et aux loisirs,  
le Coordonnateur à la culture et aux  
événements spéciaux, le  
Contremaître et l'Inspecteur en  
bâtiment.

(2011-001, a. 1)

2. La délégation de l'exercice d'un pouvoir à un fonctionnaire comporte la délégation de l'exercice de ce pouvoir à son supérieur hiérarchique, au supérieur hiérarchique de ce dernier et ainsi de suite jusqu'au fonctionnaire de niveau 1.
3. Le fonctionnaire de niveau 1 et un fonctionnaire de niveau 2 peuvent, dans tous les cas, se réserver l'exercice d'un pouvoir délégué à tout fonctionnaire relevant de leur autorité directe.
4. Le fonctionnaire de niveau 1 transmet au conseil, dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre, un rapport global sur l'exercice des pouvoirs qui lui sont délégués en vertu du présent règlement au niveau des Ressources Humaines ainsi que ceux délégués à un fonctionnaire de niveau 2.

Le fonctionnaire de niveau 1 transmet au conseil mensuellement la liste des comptes à payer et des chèques émis.

5. Un fonctionnaire à qui l'exercice d'un pouvoir est délégué en vertu du présent règlement est autorisé à signer les contrats, actes ou autres documents découlant de l'exercice de ce pouvoir.

Le Greffier est également autorisé à signer les contrats, actes ou autres documents relevant de la compétence du conseil, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution ont été déléguées à un fonctionnaire en vertu

Coordinator, the Environment,  
Communications and Recreation  
Coordinator, the Cultural and  
Special Events Coordinator, the  
Foreman and the Building  
Inspector.

(2011-001, s. 1)

2. A delegation of power to an officer shall include the same delegation of power to his immediate superior, to the immediate superior of the latter and so on up to the level 1 officer.
3. The level 1 officer and a level 2 officer may, in all cases, reserve the right to exercise the power delegated to any officer or employee coming directly under their responsibility.
4. The level 1 officer shall file with the Council, within 30 days after the end of a quarter, a general report on the exercise of powers delegated under this by-law as regards Human Resources as well as on those delegated to a level 2 officer.

The level 1 officer shall file with the Council a monthly list of accounts payable and cheques issued.

5. An officer to whom the exercise of a power is delegated under this by-law may sign contracts, acts or other documents associated with the exercise of that power.

The Town Clerk may also sign contracts, acts or other documents under the Council's jurisdiction, including those whose conclusion or execution were delegated to an officer under this by-law.

du présent règlement.

## **CHAPITRE II RESSOURCES HUMAINES**

6. La nomination d'un fonctionnaire visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) qui n'entraîne pas la permanence d'emploi, à moins qu'elle soit acquise, est déléguée au fonctionnaire de niveau 1.

Le fonctionnaire de niveau 1 doit exercer ce pouvoir sur la recommandation, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau 2 concerné.

7. La nomination d'un fonctionnaire qui est un salarié représenté ou qui sera représenté (col blanc non syndiqué) par une association accréditée au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-17), autre qu'un employé manuel, et qui n'entraîne pas la permanence d'emploi, à moins qu'elle ne soit acquise, est déléguée au fonctionnaire de niveau 1.
8. La nomination d'un employé manuel est déléguée au fonctionnaire de niveau 1 si cette nomination ne peut entraîner la permanence d'emploi.
9. L'approbation de dotation est déléguée au fonctionnaire de niveau 1.
10. L'imposition d'une mesure disciplinaire pour un employé auxiliaire, à l'exception d'un congédiement est déléguée au fonctionnaire de niveau 1, à l'égard d'un fonctionnaire relevant de son autorité directe.
11. La détermination de l'affectation de travail et des responsabilités est déléguée:

## **CHAPTER II HUMAN RESOURCES**

6. The appointment of an officer contemplated by the second or third paragraph of section 71 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., chapter C-19) when it does not result in permanence of employment, unless such status has been previously acquired, is delegated to the level 1 officer.

The level 1 officer shall exercise this power after due consideration of a recommendation to that effect from the level 2 officer concerned.

7. The appointment of an officer who is represented or who will be represented (non-unionized white collar) by a certified association within the meaning of the labour code (R.S.Q., chapter C-17), other than a manual employee, and when it does not result in permanence of employment, unless such status has been previously acquired, shall be delegated to the level 1 officer.
8. The appointment of a manual employee is delegated to the level 1 officer, if this appointment does not result in permanent employment.
9. The approval of staffing requests is delegated to the level 1 officer.
10. Disciplinary measures for a casual employee, except dismissal, are delegated to the level 1 officer, for an officer under his direct authority.
11. The assignment of work as well as the determination of the responsibilities are delegated to:

- 1° au fonctionnaire de niveau 1, à l'égard d'un fonctionnaire relevant de son autorité directe;
- 2° aux fonctionnaires de niveaux 2 et 3 concernés, dans les autres cas.

### **CHAPITRE III CONTRATS**

**12.** L'octroi d'un contrat relatif à l'acquisition de biens, à l'exécution de travaux ou à l'exécution de services autres que professionnels et, le cas échéant, l'autorisation de dépenses relatives à un tel contrat, est délégué:

- 1° au fonctionnaire de niveau 1, lorsque la valeur du contrat est de 25 000\$ (taxes incluses) et moins;
- 2° au fonctionnaire de niveau 2 concerné, lorsque la valeur du contrat est de 10 000\$ (taxes incluses) et moins;
- 3° au fonctionnaire de niveau 3 concerné, lorsque la valeur du contrat est de 3 000\$ (taxes incluses) et moins.

*(2011-001, a. 2)*

**13.** La conclusion d'un contrat d'une valeur de 25 000\$ (taxes incluses) et moins relatif à la location d'un immeuble, est déléguée au fonctionnaire de niveau 1.

*(2011-001, a. 3)*

**14.** L'octroi d'un contrat relatif à l'exécution de services professionnels, est délégué:

- 1° the level 1 officer, for an officer under his direct authority;
- 2° the level 2 and 3 officers concerned, in other cases.

### **CHAPTER III CONTRACTS**

**12.** The awarding of a contract for the acquisition of goods, the performance of work or the performance of services other than professional services and, as the case may be, the expenditure authorization related to such contract, is delegated to:

- 1° the level 1 officer, where the contract value is \$25,000 (taxes included) or less;
- 2° the level 2 officer concerned, where the contract value is \$10,000 (taxes included) or less;
- 3° the level 3 officer concerned, where the contract value is \$3,000 (taxes included) or less.

*(2011-001, s. 2)*

**13.** The conclusion of a contract for the leasing of an immovable, where such contract value is \$25,000 (taxes included) or less, is delegated to the level 1 officer.

*(2011-001, s. 3)*

**14.** The awarding of a contract for professional services is delegated to:

- 1° au fonctionnaire de niveau 1, lorsque la valeur du contrat est de 25 000\$ (taxes incluses) et moins;
- 2° au fonctionnaire de niveau 2 concerné, lorsque la valeur du contrat est de 10 000\$ (taxes incluses) et moins;
- 3° au fonctionnaire de niveau 3 concerné, lorsque la valeur du contrat est de 3 000\$ (taxes incluses) et moins.

*(2011-001, a. 4)*

**15.** Les crédits engagés par un fonctionnaire ne peuvent excéder l'exercice financier au cours duquel le contrat est conclu à moins d'être visé par un règlement du conseil municipal sur certains engagements de crédit par un conseil.

#### **CHAPITRE IV AUTORISATIONS DE DÉPENSES**

**16.** Une autorisation de dépenses relatives à un service d'utilités publiques ou relatives à une commande ou à un service prévu dans un contrat cadre est déléguée à tout fonctionnaire de niveau 1 ou 2 concerné en fonction de la valeur des dépenses prévues au budget.

**17.** Une autorisation de dépenses qui n'est pas visée par le chapitre III ou par l'article 16 est déléguée :

- 1° au fonctionnaire de niveau 1, lorsque la dépense est de 25 000\$ (taxes incluses) et moins;

1° the level 1 officer, where the contract value is \$25,000 (taxes included) or less;

2° the level 2 officer concerned, where the contract value is \$10,000 (taxes included) or less;

3° the level 3 officer concerned, where the contract value is \$3,000 (taxes included) or less.

*(2011-001, s. 4)*

**15.** The credit commitments by an officer shall not extend past the fiscal year during which the contract is concluded unless it is in respect of a contract referred to in a by-law concerning certain credit commitments by Council.

#### **CHAPTER IV EXPENDITURE AUTHORIZATIONS**

**16.** Expenditure authorizations for public utilities or for orders or services provided for in master contracts is delegated to the level 1 or to level 2 officer concerned according to the value of the expenses provided for in the budget.

**17.** Expenditure authorizations that are not referred to in Chapter III or in section 16 are delegated to:

- 1° the level 1 officer, where the expenditure is \$25,000 (taxes included) or less;

2° au fonctionnaire de niveau 2 concerné, lorsque la dépense est de 10 000\$ (taxes incluses) et moins;

3° au fonctionnaire de niveau 3 concerné, lorsque la dépense est de 3 000\$ (taxes incluses) et moins.

*(2011-001, a. 5)*

#### **CHAPITRE IV.1 APPELS D'OFFRES SYSTÈMES D'ÉVALUATION ET DE PONDÉRATION**

**17.1** Sous réserve de l'article 17.2, la constitution d'un comité de sélection en vertu des articles 573.1.0.1, 573.1.0.1.1 et 573.1.0.13 de la Loi sur les cités et villes est déléguée au Trésorier.

**17.2** La constitution d'un comité de sélection aux fins d'un appel d'offres pour des services professionnels en matière de comptabilité, d'actuariat ou de conseils financiers est déléguée au Directeur général.

**17.3** L'identité des membres d'un comité de sélection demeure confidentielle jusqu'à ce que le contrat ait été accordé, que toutes les soumissions aient été rejetées ou que leur période de validité soit terminée.

*(2016-021, a. 1)*

#### **CHAPITRE V ENTRÉE EN VIGUEUR**

**18.** Le présent règlement abroge les règlements 472 et 495 ainsi que tout règlement antérieur concernant la délégation de pouvoirs aux

2° the level 2 officer concerned, where the expenditure is \$10,000 (taxes included) or less;

3° the level 3 officer concerned, where the expenditure is \$3,000 (taxes included) or less.

*(2011-001, s. 5)*

#### **CHAPTER IV.1 CALLS FOR TENDERS SYSTEMS OF BID WEIGHTING AND EVALUATING**

**17.1** Subject to section 17.2, the constitution of a selection committee as per sections 573.1.0.1, 573.1.0.1.1 and 573.1.0.13 of the Cities and Towns Act is delegated to the Treasurer.

**17.2** The constitution of a selection committee for the purposes of a call for tenders for professional services in terms of accounting, actuarial services or financial counselling is delegated to the Director General.

**17.3** The identity of the members of a selection committee shall remain confidential until the contract has been awarded, all tenders have been rejected or their validity period has come to its end, as the case may be.

*(2016-021, a. 1)*

#### **CHAPTER V COMING INTO FORCE**

**18.** This by-law repeals by-laws 472 and 495 and any previous by-laws pertaining to delegation of powers to officers and employees.



fonctionnaires et employés.

**19.** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

(S) Campbell Stuart, Maire

(S) Nathalie Libersan-Laniel, Greffier

**19.** This by-law shall come into force on January 1<sup>st</sup> 2006.

(S) Campbell Stuart, Mayor

(S) Nathalie Libersan-Laniel, Town Clerk